

## **Projet de budget 2016 : le personnel et la population trinqueront**

*Gel des salaires et des embauches, augmentation du temps de travail, facilitation des licenciements, coupes linéaires : le Conseil d'Etat passe la vitesse supérieure dans son entreprise de démolition des conditions de travail et de l'Etat social.*

Prétendant que « tout le monde doit faire un effort », le Conseil d'Etat s'attaque une fois de plus, et de manière inouïe, aux conditions de travail du personnel de l'Etat et du secteur subventionné et aux prestations publiques à la population. D'un autre côté, les « niches fiscales » profitant aux plus riches sont préservées, alors que ces derniers-ères ont massivement profité de la défiscalisation des plus hauts revenus au cours de ces quinze dernières années. Le Conseil d'Etat et la droite agitent l'épouvantail de la dette pour masquer et anticiper le gigantesque cadeau qu'ils-elles s'approprient à faire aux entreprises avec la 3<sup>e</sup> réforme de l'imposition des entreprises. « Tout le monde doit faire un effort » ? Visiblement ce n'est pas le cas.

### **Travailler plus pour toucher moins : hors de question !**

Ils-elles ont osé. A rebours de l'Histoire, le Conseil d'Etat souhaite augmenter le temps de travail de 35'000 salarié-e-s. Pour payer une dette qui n'est pas la leur et préparer un cadeau de 500 millions aux entreprises, les secrétaires, comptables, infirmiers-ères, aide-soignant-e-s, assistant-e-s sociaux-ales, éducateurs-trices, enseignant-e-s, policiers-ères, agent-e-s de détention, etc, vont devoir s'épuiser encore plus et pour un revenu net diminué. Ce dernier subira en effet pour la deuxième année consécutive le blocage de l'annuité, auquel s'ajoute l'augmentation des cotisations LPP, sans parler de l'augmentation des charges en loyer et assurances maladie à laquelle est soumise l'ensemble de la population.

### **Faire payer aux salarié-e-s du public et du privé le diktat des entreprises de négoce**

Travailler plus avec moins d'effectifs. Le Conseil d'Etat passe également la vitesse supérieure dans la destruction de l'emploi : réduction linéaire de 1% des effectifs dans les services publics et para-publics (alors que la population a augmenté de 1,6% entre juin 2014 et juin 2015), gel des embauches, accélération des licenciements déjà largement facilités depuis 2006, le tout dans une perspective de réduction des charges de 5% en trois ans !

Le Conseil d'Etat s'approprie donc à augmenter le nombre de chômeurs-euses de plusieurs milliers en quelques années. Pour celles et ceux qui conserveront un emploi dans les services publics et para-publics, ce sera la soupe à la grimace : surcharge, épuisement et exécution bâclée des tâches. Au final, c'est la population qui fera les frais de cette politique : diminution du temps passé auprès des patient-e-s, des élèves en difficulté, des handicapé-e-s, des chômeur-euse, et augmentation de l'attente à chaque guichet, pour chaque procédure administrative.

La dette et le mécanisme du frein à l'endettement ne sont que des épouvantails. En réalité, le Conseil d'Etat prépare le cadeau fiscal aux entreprises de négoce, à qui le Conseil d'Etat a demandé de fixer elles-mêmes non seulement ce qu'elles veulent payer en impôts, mais encore ce que paieront toutes les entreprises.

Pour le Cartel, l'heure de la mobilisation générale a sonné.

Contacts  
Marc Simeth  
Davide De Filippo

Pour le Cartel intersyndical,  
Marc Simeth, président

